



Commission Ecoute-Conciliation-Arbitrage-Réparation

Commission d'Ecoute, de Conciliation, d'Arbitrage et de Réparation (CECAR)
relative à des faits prescrits d'abus sexuels commis sur des mineurs par des agents
pastoraux de diocèses ou de congrégations religieuses établis en Suisse

REQUÊTE EN VUE DE MESURES ÉQUITABLES DE RÉPARATION

**introduite par une personne, mineure au moment des faits, victime d'abus sexuel commis
par des agents pastoraux de diocèses ou de congrégations religieuses établis en Suisse**

(un formulaire par personne sollicitant des mesures équitables de réparation, à envoyer par
courrier à l'adresse ci-dessous ou par email : info@cecar.ch)

I. INFORMATIONS RELATIVES AU REQUÉRANT

CADRE A : données concernant le/la plaignant(e)

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Code postale / Lieu :

Date et lieu de naissance :

Sexe : masculin féminin

Nationalité :

Situation professionnelle au moment de la requête :

.....

.....

.....

Téléphone :

Adresse email :

II. LES FAITS D'ABUS SEXUELS

Description des faits :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date/période des faits :

.....

Lieu/cadre des faits :

.....

.....

.....

.....

Indiquez des éléments permettant d'identifier l'auteur des faits :

.....

.....

Indiquez des éléments permettant d'identifier le supérieur hiérarchique de l'auteur des faits :

.....

.....

III. DÉMARCHES ENTREPRISES ET SUITES QUI Y ONT ÉTÉ DONNÉES

Avez-vous, le cas échéant, effectué une démarche auprès d'une instance judiciaire (par ex. : dépôt d'une plainte, constitution de partie civile) ? (Précisez la date, si possible).

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Quelles ont été les suites réservées à votre démarche (par ex. : condamnation par un tribunal ou classement sans suite) ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Avez-vous, le cas échéant, entrepris d'autres démarches (par ex. auprès d'évêques ou de supérieurs religieux) ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Quelles ont été les suites réservées à vos démarches ?

.....
.....
.....
.....
.....

V. QUESTIONS DIVERSES

Veillez compléter le tableau ci-dessous :

a) Avez-vous déjà perçu une somme d'argent de l' <u>auteur</u> ? NON OUI Pour quel montant ?
b) Avez-vous déjà reçu une indemnité financière ? NON OUI Dans quel cadre ou de quelle instance ? (Ex. : une autorité ecclésiastique ou le Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence) Pour quel montant ?
c) Êtes-vous engagé(e) dans une procédure en cours ? NON OUI Laquelle ?.....

VI. PIÈCES À JOINDRE AU PRÉSENT FORMULAIRE

Il y a lieu de joindre toutes les pièces qui vous apparaissent probantes, de les numéroter et d'en fournir la liste. Sont concernés tant les éventuels éléments de preuve relatifs aux faits que ceux relatifs à leurs conséquences médicales.

La liste ci-dessous est donnée à titre d'exemple. Vous pouvez joindre d'autres pièces qui vous semblent pertinentes :

- correspondance ou courriers électroniques échangés avec l'auteur des faits ou avec un de ses supérieurs hiérarchiques ;
- copie de l'éventuelle plainte déposée ou preuve de la constitution de partie civile ;
- copie des décisions judiciaires pertinentes ;
- attestations médicales, justificatifs de frais médicaux ;
- autres :

J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète

(votre attention doit être attirée sur le fait qu'en cas de déclaration volontairement inexacte ou mensongère, les conciliateurs peuvent mettre tout ou partie des frais de la procédure à votre charge)

Fait à, le.....
(Lieu et date)

.....
Signature du requérant (obligatoire)